

LE TROTSKYSME

ET L'U.R.S.S.

POUVOIR OUVRIER
22, r. Léopold-Bellan
Paris 2e

Supplément au n°84

0,50 F.

POUVOIR OUVRIER

22, r. Léopold-Bellan
Paris 2e

LE TROTSKYSME ET L'U.R.S.S.

(Résumé de l'exposé de R. Maille, 14.10.65)

I.- LA NATURE DE CLASSE DE L'U.R.S.S.

La nature de classe d'une société est définie par : 1) les rapports de production sur lesquels cette société est fondée ; 2) la fonction de l'Etat, dirigé par une classe qui détient ainsi le pouvoir politique.

Pour les partis "communistes", l'URSS est l'incarnation même du socialisme - ou parfois même du communisme, de la société sans classes.

La position du trotskysme au sujet de l'URSS est-elle fondamentalement différente de celle des partis "communistes" ? C'est ce que nous allons voir.

L'analyse théorique la plus complète de l'URSS est, dans le cadre de ce courant politique, celle de Trotsky dans "La révolution trahie", que les trotskystes actuels revendiquent toujours comme constituant la base inébranlable de leurs positions théoriques et politiques.

Pierre Frank explique correctement dans sa préface au livre de Trotsky (septembre 1963):

"Trotsky expose dans "La révolution trahie" que l'URSS est un Etat ouvrier produit d'une révolution prolétarienne qui a aboli le régime capitaliste et instauré des formes de propriété collective et la planification de l'économie. Ces nouvelles formes se conservant et se développant, l'URSS a cependant connu par suite d'un concours exceptionnel de circonstances (isolement international, reflux de la révolution dans le monde, état économique et culturel arriéré du pays) une contre-révolution politique : le prolétariat a perdu le pouvoir politique; celui-ci a glissé dans les mains d'une bureaucratie aux intérêts distincts et opposés à ceux de la classe ouvrière, sauf en ce qui concerne le maintien de nouvelles formes de production d'où elle tire ses privilèges et sa puissance. Il s'agit là d'un accident de l'histoire, non d'une création durable de celle-ci. L'URSS est devenue un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré. Ou bien une contre-révolution sociale victorieuse ramènera le système capitaliste; ou bien la révolution socialiste mondiale reprenant sa marche en avant, les masses soviétiques briseront le carcan bureaucratique par une révolution politique, et la construction du socialisme se poursuivra dans le cadre de la démocratie soviétique restaurée". (souligné par nous).

Pour l'autre branche des trotskystes, l'O.C.I., des menaces intérieures et extérieures pèsent sur "l'Etat ouvrier" et "les conquêtes d'Octobre", mais l'essentiel demeure : "L'URSS est un état ouvrier. La planification y représente les intérêts historiques de la classe ouvrière". "Contrairement aux ultra-gauches de toute sorte, nous disons qu'aujourd'hui encore, les conquêtes essentielles d'Octobre subsistent en URSS : la propriété collective des moyens de production, le système de planification, le monopole du commerce extérieur et, sur ces bases, un développement poussé de l'économie et de la culture". ("Où va l'URSS", La Vérité, oct/nov.1963).

Pour Frank et les trotskyistes du P.C.I., cependant, non seulement "l'état ouvrier" s'est renforcé, mais la menace intérieure a disparu : "...le rapport des forces dans le monde continua (après 1949) à se déplacer au profit de la révolution ; la révolution coloniale n'a cessé de s'étendre ; l'URSS est au moins à égalité avec le monde capitaliste sur le plan militaire ; enfin son économie a fait des bonds prodigieux. Il en résulte que, sauf en cas d'une défaite fort peu probable dans une troisième guerre mondiale...la perspective d'une restauration du capitalisme en Union Soviétique est désormais écartée" (Préface, 1963).

1) LA "REVOLUTION POLITIQUE" IGNORE LES RAPPORTS DE PRODUCTION

La conclusion des trotskystes est la suivante :

- L'URSS est une "société de transition" vers le socialisme.
- Pour déloger la bureaucratie du pouvoir, la classe ouvrière devra faire une "révolution politique".

Quel sera le contenu cette révolution ? Il s'agira de réinstaurer la démocratie dans l'Etat, en aucun cas de faire une révolution sociale : "il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre" (Rév. trahie, p.240). Lors d'une révolution politique, "il n'y aurait pas à recourir à des mesures révolutionnaires en matière de propriété...Après la révolution politique, après le renversement de la bureaucratie, le prolétariat devrait accomplir dans l'économie de très importantes réformes, il n'aurait pas à faire une révolution sociale" (Rév. trahie, p.210).

Comme on le voit, Trotsky et les trotskystes confondent constamment formes de propriété et formes de production, c'est-à-dire rapports de production.

Pour Trotsky et les trotskystes, la propriété étatique ou "nationalisée" confère un caractère "prolétarien" à l'Etat et à l'économie : "Les classes sont définies par leur place dans l'économie nationale et avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation du sol, des moyens de production, des transports et des échanges, et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Et cet acquis de la révolution prolétarienne définit à nos yeux l'URSS comme un Etat prolétarien" (Rév. trahie, p.207) (souligné par nous).

Or, la distinction entre "les formes de la propriété" et les rapports de production, qui est évidente aujourd'hui, a déjà été établie par Marx : "Dans la production sociale de leur vie, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté...L'ensemble de ces rapports constitue la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique... A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors...Il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel des conditions économiques de la production...et les formes juridiques, politiques..." (Préface à la "Contribution à la critique de l'Economie politique").

Les rapports de production sont les rapports que les hommes établissent, dans un cadre historique, économique donné, pour la production quotidienne des objets et des services qui leur assurent la vie matérielle. Ce sont des rapports sociaux, des rapports entre les classes. Dans le rapport qui s'établit entre l'employeur et le travailleur au cours de la production capitaliste, les positions des deux parties sont absolument différentes. Cette différence découle de leur relation différente avec les moyens de production. Tandis que l'employeur possède (directement ou indirectement) ces moyens, le travailleur ne possè-

de que sa force de travail. Il échange donc sa force de travail (comptée en heures de travail) contre un salaire qui lui permet de subsister et de se reproduire. La valeur qu'il ajoute au produit en le transformant par son travail - la plus-value - est accaparée par l'employeur, qui décide ensuite de sa répartition entre sa consommation personnelle, l'investissement, etc. Basé sur le salariat, le rapport capitaliste de production est un rapport d'exploitation.

A ce rapport de production correspond une forme de propriété, qui en est l'expression juridique. Propriété du capital, libre disposition de sa force de travail par l'ouvrier et contrat de location de travail sont la forme juridique des rapports de production capitalistes.

La transformation de la forme de la propriété - de forme privée en forme étatique - change-t-elle quelque chose à ces rapports ? Cette transformation entraîne-t-elle la création de nouveaux rapports de production (et non seulement de propriété) ?

NI TROTSKY NI LES TROTSKYSTES N'ONT JAMAIS REPONDU A CETTE QUESTION.

PROPRIETE ETATIQUE ET SOCIALISME

Jusqu'à 1935, personne, dans le mouvement marxiste révolutionnaire, n'avait jamais considéré que la propriété étatique formait en tant que telle une base pour des rapports de production socialistes ou même tendant à devenir tels. Personne n'avait jamais affirmé que la "nationalisation" des moyens de production équivalait à l'abolition de l'exploitation.

Engels écrivait : "...en devenant propriété de l'Etat, les moyens de production ne perdent pas leur caractère de capital...L'Etat est le capitaliste collectif idéal". ("Anti-Dühring").

Le premier congrès de l'Internationale Communiste proclamait dans son manifeste : "L'étatisation de la vie économique...est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux" (Ier., IIe, IIIe et IVe Congrès de l'IC", Paris 1934, p.31). Il y avait là sans doute une erreur d'appréciation, le processus d'étatisation était loin d'être aussi poussé en Occident, mais cela suffit à montrer que, pour M.C., étatisation ne signifiait pas du tout socialisme ou "propriété collective des moyens de production".

D'après Lénine, ce qui confère un contenu socialiste à la propriété étatique (ou nationalisée) c'est le caractère du pouvoir politique. L'étatisation plus le pouvoir des Soviets, pour Lénine, donnait la base du socialisme. Sans ce pouvoir, l'étatisation était la forme la plus achevée de la domination capitaliste.

Trotsky lui-même écrivait en 1928, répondant aux staliniens : "...Le caractère socialiste de l'industrie est déterminé et assuré dans une mesure décisive par le rôle du parti, la cohésion interne volontaire de l'avant-garde prolétarienne, et la discipline consciente des administrateurs, fonctionnaires syndicaux, membres des cellules d'usine, etc. Si nous admettons que ce tissu est en train de s'affaiblir, de se désintégrer, de se déchirer, alors il devient absolument évident que dans une brève période il ne restera plus rien du caractère socialiste de l'industrie étatique, des transports, etc." (La Troisième Internationale après Lénine).

Ce n'est qu'en 1935, dans la mesure où il abandonne son espoir d'un redressement du parti et de l'Etat soviétique sans révolution, que Trotsky proclame à la fois : 1) il faut une révolution politique pour chasser la bureaucratie ; 2) il faut un nouveau parti ; 3) l'URSS conserve, malgré tout, son caractère prolétarien garanti par la propriété nationalisée des moyens de production.

QU'EST DEVENU LE POUVOIR PROLETARIEN EN URSS ?

D'après Trotsky, il n'existe plus :

- Le parti est devenu "l'organisation politique de la bureaucratie" (Rév.trahie,p.118).
- Les soviets ont été liquidés (Rév.trahie,p.225).
- La bureaucratie est la couche dominante (Rév.trahie,p.207)

Sans ce pouvoir prolétarien, peut-on parler toujours d'"Etat ouvrier" ? C'est ce qu'affirme Trotsky à partir de 1935 et que les trotskystes répètent encore aujourd'hui.

Ainsi, la position trotskyste signifie finalement :

- qu'une société peut fonctionner avec des structures économiques fondées sur "la propriété collective des moyens de production" alors qu'à tous les échelons le pouvoir est exercé par une "couche" sociale exploiteuse, la bureaucratie,...et cela pendant 40 ans !
- que le prolétariat peut être opprimé, exploité, baillonné par la "couche" qui exerce le pouvoir, la bureaucratie (l'ouvrier reste un esclave salarié, Rév.trahie,p.202) et que, en même temps, les "conquêtes de la révolution" demeurent et même que la société continue sa "transition" vers le socialisme.

LA BUREAUCRATIE, "REVOLUTIONNAIRE" MALGRE TOUT

La "propriété collective des moyens de production" aurait permis "un développement poussé de l'économie et de la culture", assurent les trotskystes de l'O.C.I. ; "l'URSS est une puissance économique qui se développe à un rythme double de celui des pays capitalistes les plus avancés...un pays dont le niveau culturel croît encore plus vite..." affirme Pierre Frank, du P.C.I.

Pour le PCI, la "transition" vers le socialisme s'est poursuivie, le danger de restauration capitaliste a disparu. Pour l'O.C.I., ce danger existe toujours, il est même plus menaçant, car il y aurait eu une "modification de la situation sociale au détriment de la classe ouvrière et au profit de la petite-bourgeoisie", la petite-bourgeoisie aspirant au rétablissement du capitalisme et les staliniens lui facilitant la tâche ("Où va l'URSS ?", p.113, 116).

Mais les deux courants trotskystes sont d'accord en ceci : qu'il y a eu développement et que les conquêtes révolutionnaires (nationalisation, planification,etc.) ont été maintenues.

Il faut dès lors expliquer quelles sont les forces sociales qui ont agi pour impulser le développement et pour maintenir les "conquêtes". On ne peut pas raisonner comme si la société, l'économie étaient un simple mécanisme, indépendant des hommes, des classes sociales. On ne peut pas dire que le maintien de "la propriété collective des moyens de production" a été assuré par...la nationalisation et la planification ! Car, en l'absence d'un pouvoir prolétarien, au niveau de l'usine comme au niveau de l'Etat, "la propriété collective des moyens de production" n'est justement rien d'autre que...la nationalisation et la planification !

QUI a impulsé le développement ? QUI a agi pour maintenir les "conquêtes" ?

Ni le parti, ni les soviets, ni le prolétariat mais...LA BUREAUCRATIE !

"Néanmoins, par le maintien des conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre, entre autres de la planification, cette bureaucratie est restée liée aux ouvriers. Dans ce sens, nous pouvons dire que, malgré la destruction des forces révolutionnaires, les bureaucrates furent obligés d'adopter une politique réalisant les intérêts historiques de la classe ouvrière" ("Où va l'URSS", p.108).

Les trotskystes actuels ne font d'ailleurs que répéter ce que Trotsky écrivait il y a 30 ans : "La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat" (Rév.trahie, p.207,208).

La bureaucratie demeure, dans ce sens, l'instrument de la dictature du prolétariat... mais alors, cette dictature existe-t-elle toujours en URSS ? ou bien est-ce seulement une dictature-abstraite, la dictature du prolétariat qui figure au programme de la IVème Internationale ?

Quoi qu'il en soit (!!!), si la bureaucratie défend la propriété étatique - les "conquêtes d'Octobre" dans le langage trotskyste - elle doit avoir ses raisons. Quelles sont-elles ?

"Elle continue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat", affirme Trotsky (Rév.trahie, p.209).

Mais le prolétariat, opprimé, exploité, dépossédé du pouvoir, "réduit à un rôle passif" ("Où va l'URSS", p.108), dans la mesure où il s'oppose à la bureaucratie est-ce bien pour réclamer le maintien de la propriété étatique que cette dernière voudrait transférer à la "petite-bourgeoisie" soviétique ? Est-ce une explication qui correspond à la réalité de la lutte des travailleurs soviétiques ? "Cette crainte salutaire - poursuit Trotsky - est nourrie et entretenue par le parti illégal des bolchéviks-léninistes, qui est l'expression la plus consciente du courant socialiste contre l'esprit de réaction bourgeoise dont est profondément pénétrée la bureaucratie thermidorienne". Explication insuffisante...pour le moins. Les véritables raisons sont ailleurs.

Trotsky lui-même explique que la bureaucratie tire ses revenus et son pouvoir de la propriété étatique ; il va même plus loin : "Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat "appartient" en quelque sorte à la bureaucratie" (Rév.trahie, p.207,208).

LA VERITABLE EXPLICATION EST LA. LA BUREAUCRATIE POSSEDE COLLECTIVEMENT LES MOYENS DE PRODUCTION, C'EST A DIRE LE CAPITAL, PAR LE CANAL DE L'ETAT. La "propriété collective des moyens de production" dont parlent les trotskystes n'est "collective" QUE POUR LA BUREAUCRATIE.

PAR L'EXPLOITATION DU PROLETARIAT, CE CAPITAL PRODUIT DE LA PLUS-VALUE. LA BUREAUCRATIE DISPOSE DU CAPITAL ET DE LA PLUS-VALUE. SES REVENUS SONT UNE FRACTION DE LA PLUS-VALUE QU'ELLE S'APPROPRIE.

ET C'EST PARCE QU'ELLE DISPOSE DES MOYENS DE PRODUCTION ET DE LA PLUS-VALUE QU'ELLE DIRIGE L'ETAT.

Que Trotsky ait refusé cette explication "doctrinaire" en 1936, alors que le pouvoir de la bureaucratie était encore en voie de consolidation, on peut le comprendre. Que, trente ans plus tard, les trotskystes se retranchent derrière le fétichisme de la "propriété étatique" pour déclarer que les bureaucrates "furent obligés d'adopter une politique réalisant les intérêts historiques de la classe ouvrière" ("Où va l'URSS", p.108), c'est la preuve accablante de leur stérilité théorique.

A aucun moment, la question fondamentale n'est soulevée par les trotskystes :
QUEL EST LE VERITABLE CARACTERE DES RAPPORTS DE PRODUCTION EN U.R.S.S. ? SONT-CE DES RAPPORTS D'EXPLOITATION ?

2) LES RAPPORTS DE PRODUCTION EN U.R.S.S.

- a) Le capital (sous sa forme matérielle comme sous sa forme argent) appartient à l'Etat.
- b) L'Etat appartient à la bureaucratie, c'est-à-dire à une "couche" sociale spécifique qui monopolise les fonctions dirigeantes à tous les échelons.
- c) La classe ouvrière ne possède rien d'autre que sa force de travail.
- d) Elle échange sa force de travail contre un salaire, versé par le possesseur des moyens de production, l'Etat, c'est-à-dire la bureaucratie.
- e) La bureaucratie accapare la plus-value produite par les travailleurs et décide seule, par la planification établie par elle-même, de sa répartition.

LES RAPPORTS DE PRODUCTION SONT DONC BIEN DES RAPPORTS D'EXPLOITATION.

En quoi ces rapports de production diffèrent-ils des rapports de production du capitalisme "classique" ?

En ceci essentiellement : les bureaucrates ne possèdent pas individuellement les moyens de production, ils les possèdent "collectivement", ils constituent "un capitaliste collectif".

f) Nous trouvons donc d'un côté une "couche" sociale qui dispose du capital, qui dispose de la plus-value, qui organise et gère la production et la distribution : c'est la bureaucratie.

De l'autre côté, nous trouvons une "catégorie" exploitée, qui reçoit un salaire en échange de sa force de travail et dont le rôle dans l'activité productive se limite à l'exécution : c'est le prolétariat.

g) Nous trouvons encore une paysannerie qui, elle aussi, est exploitée par la bureaucratie, sous deux formes différentes : l'une directe - les sovkhoses - l'autre indirecte - les kolkhoses - et qui est soumise à la bureaucratie dans le processus de production lui-même (bureaucratie sovkhosienne et bureaucratie kolkhosienne). Cependant, cette paysannerie, par la possession d'exploitations individuelles plus ou moins importantes, dont elle peut vendre les produits au "marché libre", échappe en partie à l'exploitation et tend constamment vers une situation de propriétaire "libre".

IL Y A DONC DIVISION DE LA SOCIÉTÉ EN "CATEGORIES" SOCIALES BIEN DISTINCTES EN CE QUI CONCERNE LEUR RÔLE ET LEUR PLACE DANS LE PROCESSUS DE PRODUCTION, "CATEGORIES" DONT LES UNES SONT EXPLOITÉES, LES AUTRES EXPLOITEUSES, LES UNES EXECUTANTES ET LES AUTRES DIRIGEANTES.

CES "CATEGORIES" SONT EN FAIT DES CLASSES SOCIALES, LE MOT "COUCHE" NE POUVANT DESIGNER, EN RÉALITÉ, QUE TELLE OU TELLE FRACTION D'UNE CLASSE SOCIALE.

Nous disons donc que les RAPPORTS DE PRODUCTION en URSS sont des rapports de TYPE CAPITALISTE et que la société "soviétique" EST DIVISÉE EN CLASSES ANTAGONIQUES.

La bureaucratie russe constitue bien une classe exploiteuse. Cela ne signifie nullement qu'il s'agisse d'une "nouvelle classe". Pour qu'une "nouvelle classe" puisse apparaître dans l'histoire, il faudrait qu'on voie émerger également des "nouveaux rapports de production", différents des rapports de production capitalistes.

Or, comme nous l'avons montré, les rapports de production en U.R.S.S. sont de type capitaliste.

La bureaucratie russe doit donc être considérée comme une variante, créée par une situation historiquement originale - la dégénérescence d'une révolution prolétarienne dans les conditions spécifiques de la Russie - de la classe capitaliste internationale, qui subit elle-même depuis des années de profondes modifications internes.

Pour que "la propriété collective des moyens de production" soit autre chose qu'un camouflage de la "propriété collective bureaucratique", il faudrait qu'aux rapports de production capitalistes soient substitués des rapports de production socialistes. Cela veut dire : suppression de l'exploitation, abolition du salariat, subordination de la production aux besoins de l'homme, auto-détermination par les travailleurs de la nature et des buts de la production, de la durée et des conditions de leur travail.

Supprimer l'exploitation ne signifie pas supprimer le surproduit - donner à chacun la totalité de ce qu'il produit - mais supprimer l'appropriation de ce produit par une minorité privilégiée monopolisant les fonctions dirigeantes.

Abolir le salariat ne signifie pas puiser librement dans la masse des richesses produites, mais ne plus être obligé de se vendre pour avoir de quoi vivre, cesser d'être une marchandise qu'on achète, ne plus recevoir un salaire mais avoir droit à une part du produit social.

Subordonner la production aux besoins de l'homme signifie cesser d'être un appendice de la machine, signifie entreprendre la transformation de la technologie capitaliste, adapter les plans économiques aux nécessités et aux possibilités des producteurs et non sacrifier celles-ci aux plans.

Déterminer la nature et les buts de la production, la durée et les conditions du travail signifie participer consciemment à l'activité productive, abolir, non les qualifications techniques, mais la hiérarchie qui assure l'exploitation.

SEULE LA GESTION DE LA PRODUCTION PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES, ORGANISES EN CONSEILS, PEUT ASSURER LE MAINTIEN DE RAPPORTS DE PRODUCTION SOCIALISTES.

Mais la gestion ouvrière, la planification socialiste, ne peuvent exister sans POUVOIR POLITIQUE PROLETARIEN.

Et le POUVOIR POLITIQUE PROLETARIEN ne peut s'appuyer que sur le réseau d'organismes de masse - conseils politiques ou soviets - créés par le prolétariat lui-même, organismes de masse que le parti révolutionnaire devra appuyer de toutes ses forces et pour lesquels il exigera, contre tous les courants réformistes ou néo-bureaucratiques, la totalité du pouvoir dans la société.

3) L'ETAT DE LA BUREAUCRATIE ET LA CLASSE OUVRIERE

L'Etat capitaliste n'est plus le simple instrument de coercition qu'il était dans le passé. Ses fonctions s'étendent de plus en plus à la vie économique et sociale. Dans certains pays capitalistes, il gère même une partie importante de l'économie.

En U.R.S.S., l'Etat est à la fois :

- Un appareil d'organisation et de direction de l'économie.
- Un appareil de direction politique, par le canal du parti.
- Un appareil coercitif (armée, police, magistrature).

C'est un appareil spécialisé, séparé de la population et dirigé par la bureaucratie.

L'Etat de la bureaucratie n'admet aucune participation, ni même aucun contrôle des travailleurs.

Le système de représentation politique, basé sur le "suffrage universel, égal et direct", n'est qu'une caricature de la démocratie bourgeoise d'Occident. Les soviets, en tant qu'organes de classe du prolétariat, ont disparu. Il reste des municipalités et une sorte de parlement - le Soviet Suprême - dont les députés sont élus sur la base de candidatures uniques.

Le parti "communiste", parti unique, est - comme Trotsky l'a excellemment écrit, - "le parti de la bureaucratie"

Les syndicats sont des organismes d'Etat dont la principale fonction consiste à assurer l'exécution des plans et l'amélioration du rendement.

La liberté de parole, de réunion et de manifestation n'existent pas pour la classe ouvrière ; bien entendu, la liberté d'organisation encore moins.

Sur les trois plans : économique, politique, coercitif, l'Etat est un appareil dirigé contre les travailleurs.

C'est cet Etat là que les trotskystes continuent de parer du qualificatif "ouvrier", utilisant pour cette tâche difficile les arguments les plus étranges.

C'est ainsi que Pierre Frank écrit tranquillement : "Le mal bureaucratique dont ils sont affectés, s'il prive partis et syndicats (dans les pays capitalistes) de leurs capacités révolutionnaires, ne les empêche pas d'être des organisations ouvrières. Si les ouvriers ont tant de difficultés à contrôler et à gérer des organisations aussi proches d'eux que leurs syndicats ou leurs partis, il n'est pas étonnant que le contrôle et la gestion d'un Etat se heurtent à de plus grandes difficultés encore" (Préface) Ces difficultés, explique Frank, proviennent de l'usure physique et intellectuelle des ouvriers qui "les handicape lourdement pour aborder et traiter eux-mêmes les questions plus générales posées par la direction de leurs organisations ou, dans le cas de l'Etat ouvrier, des institutions de tous ordres de celui-ci" (Préface).

Certes, l'usure physique et intellectuelle existe dans la production...mais si elle existe uniquement pour les ouvriers et pas pour les "spécialistes", qui deviendront plus tard des bureaucrates, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'au cours de la période révolutionnaire où l'on a vu les ouvriers s'organiser, combattre et renverser l'ordre social capitaliste - malgré l'"usure de leurs forces physiques et intellectuelles" ! - ces mêmes ouvriers n'ont pas été capables d'instaurer leur propre pouvoir dans la production, ont confié la gestion économique et politique à des "spécialistes" et n'ont pas pris les mesures nécessaires - réduction du temps de travail - pour que la fatigue ne les empêche pas de continuer la révolution. C'est donc bien un problème politique - le problème de l'organisation de la production sous un régime prolétarien - qui est posé et non une question de ...fatigue ! Mais la première partie de l'argumentation de Frank n'est pas moins étrange : la bureaucratisation de l'URSS comparée à celle des syndicats et partis "ouvriers" des pays capitalistes. La bureaucratisation de ces organisations entraîne, en effet, une séparation entre "sommet" et "base", les ouvriers ne contrôlent plus leurs dirigeants. Mais l'URSS n'est pas un syndicat ou un parti, les rapports entre bureaucratie "soviétique" et classe ouvrière ne sont pas seulement des rapports entre dirigeants et "base". L'URSS est une société fondée sur des rapports de production, des rapports sociaux. Les rapports établis entre la bureaucratie et le prolétariat sont, dans ce cas, des rapports d'exploitation, et de lutte aussi, de lutte entre exploités et exploités. En ce qui concerne son travail, le produit, la rémunération, la situation du travailleur russe (ou de n'importe quel pays du Bloc "soviétique") n'est pas fondamentalement différente de celle du travailleur

anglais, français ou allemand ; et les rapports qu'il entretient avec ses chefs hiérarchiques sont exactement de même nature.

C'est pourquoi la lutte des travailleurs des pays bureaucratiques contre leurs classes bureaucratiques exploiteuses, lutte qui va de la résistance aux normes jusqu'à l'insurrection armée - Allemagne de l'Est, Hongrie - est une lutte sociale et ne peut trouver un aboutissement que dans la révolution sociale qui, en renversant le pouvoir des bureaucrates, créera en même temps des nouveaux rapports de production: des rapports de production socialistes.

Mais la bureaucratie russe n'a pas seulement exercé son pouvoir en URSS. La dégénérescence du régime instauré en Octobre 17 a entraîné celle des partis communistes, qui avaient regroupé, entre 1919 et 1923, les fractions les plus avancées du prolétariat international. Sous le mot d'ordre de "la défense de l'URSS", ces partis sont rapidement devenus des instruments de la bureaucratie russe au pouvoir. Du sabotage de la révolution en Chine (1927) et en Espagne (1936-39) à la reconstruction du capitalisme après 1945, en passant par l'alliance avec le capitalisme anglo-américain pendant la deuxième guerre mondiale, l'oeuvre de ces partis, sous la direction de la bureaucratie de Moscou, a été néfaste pour la classe ouvrière internationale. Quant à l'action menée par l'URSS en tant que puissance, du partage de Yalta à l'alliance avec De Gaulle, en passant par l'écrasement de la révolution hongroise, elle n'a pas été moins remarquable. C'est ainsi que "l'Etat ouvrier" cher aux trotskystes a joué - à leur grand regret, tout de même - un rôle contre-révolutionnaire de premier ordre sur le plan mondial.

II.- L'EVOLUTION DE L'U.R.S.S. DEPUIS LA MORT DE STALINE

Les changements qui ont eu lieu en U.R.S.S. depuis 1953, la "destalinisation", les réformes économiques n'ont modifié ni la nature de classe du régime ni la fonction de l'Etat.

Après la mort de Staline, les contradictions internes de la société russe, étouffées jusqu'alors par le carcan policier, ont émergé progressivement. Ayant dépassé la phase de la mise en route de l'industrialisation, l'U.R.S.S. ne pouvait plus être dirigée selon les méthodes de l'époque stalinienne.

La bureaucratie s'est étendue à mesure que se développait l'économie; elle s'est consolidée comme force sociale dominante. Désormais hostile à la terreur, elle cherche la stabilité. Les couches bureaucratiques qui gèrent directement la production - directeurs et administrateurs des trusts, des combinats, des entreprises, des chantiers, des mines, administrateurs des sovkhoses et des kolkhoses - voudraient affirmer l'importance de leurs fonctions, étendre leurs privilèges, conquérir une autonomie réelle, exercer une influence plus grande sur l'orientation de la politique générale.

Le poids social du prolétariat s'est énormément accru : de 11 millions d'ouvriers en 1928 à 45 millions en 1953 ; les masses ouvrières exercent une pression continue pour l'amélioration de leurs conditions d'existence et de travail.

De son côté, la paysannerie supporte de plus en plus mal son niveau de vie misérable, les contraintes étouffantes de l'Etat.

Dès les années 50, la chute des rendements du travail, les grèves perlées, la sous-production chronique de l'agriculture avertissent les dirigeants que le stalinisme est devenu un dangereux anachronisme et que la terreur policière, les contraintes dans toute

la vie sociale et les restrictions permanentes peuvent conduire à une grave crise du régime.

Les dirigeants qui succèdent à Staline cherchent donc à obtenir une détente : concessions aux travailleurs (baisses des produits de consommation), à la paysannerie (hausse des prix agricoles), aux couches bureaucratiques dans la production (assouplissement de l'appareil économique: décentralisation, autonomie des entreprises); la toute-puissance de la police est brisée, son "empire" économique liquidé.

Il s'agit de réadapter le système de domination bureaucratique à une société que le stalinisme avait à la fois exténuée et bouleversée en transformant tout un peuple de paysans en ouvriers industriels et en agriculteurs modernes. Il s'agit, pour l'essentiel, de désamorcer les conflits de classes menaçants en substituant l'amélioration du niveau de vie à la contrainte et à la répression.

Mais, du même coup, toute la politique de l'époque stalinienne et les théories qui en fournissaient la justification doivent être révisées. Si une proportion croissante des investissements doit être affectée à la production de biens de consommation, il devient indispensable de rechercher avec le capitalisme occidental un terrain d'entente qui puisse permettre de réduire des dépenses militaires écrasantes. C'est la "coexistence pacifique". Krouchtchev la justifie ainsi : si, dans les années à venir, les forces de paix réussissent à empêcher une troisième guerre mondiale, le développement de l'économie soviétique portera le "standing" des populations de l'URSS à un tel niveau que, dans les pays capitalistes, le peuple se regroupera derrière les partis "communistes" pour exiger une réorganisation de l'économie selon le modèle russe; on arrivera ainsi, progressivement, par des voies pacifiques, à l'instauration d'un "socialisme" modèle russe sur toute la planète.

En réalité, cette théorie de la "compétition pacifique des deux systèmes" exprimait non le renforcement de l'URSS, mais la crise intérieure à laquelle celle-ci était parvenue.

Cependant, la tentative de faire passer l'économie russe au stade de la production massive de biens de consommation a rencontré des grands obstacles. Le niveau de vie ne s'est pas sensiblement amélioré. Le problème du relèvement de la production agricole n'a pas été résolu. La croissance de la production industrielle a marqué un ralentissement et de graves carences se sont manifestées dans des secteurs décisifs de l'économie.

Face à ces difficultés, la bureaucratie russe - parallèlement à celle des "démocraties populaires" - s'est engagée dans une série d'expériences et de réformes qui, par l'introduction de certains mécanismes du capitalisme "classique", visent à obtenir une augmentation accélérée de la productivité du travail et un fonctionnement plus rationnel de l'ensemble de l'économie.

Jusqu'où peuvent aller ces réformes ? Un retour pur et simple au capitalisme privé peut être exclu dans la mesure même où, dans les pays capitalistes ^{les} plus avancés, l'accroissement des pouvoirs de l'Etat, la dépersonnalisation du capital et le développement d'une bureaucratie "gestionnaire" - la bureaucratisation de la classe capitaliste - sont en train de changer profondément le système : l'URSS ne peut pas retourner à des formes privées et anarchiques de gestion de l'économie qui sont historiquement périmées.

L'idée selon laquelle "la petite-bourgeoisie" menerait en U.R.S.S. une attaque contre la planification qui, si elle réussissait, entraînerait "le rétablissement du capitalisme", aboutirait "à l'apparition d'une classe bourgeoise achevée" ("Où va l'URSS", p.124, 125) ne correspond pas à la réalité des rapports entre les classes en U.R.S.S.

La bureaucratie russe n'est certes pas une classe homogène. La société russe est en pleine évolution. Mais l'avenir de cette société ne dépend pas du succès ou de l'échec de "l'offensive de la petite-bourgeoisie" qui voudrait rétablir "le libre jeu de la loi de la valeur" ("Où va l'URSS", p.124). Il dépend à la fois de l'évolution du rapport mondial des forces entre l'U.R.S.S. et les Etats Unis et de l'intervention de la classe ouvrière russe passant de la résistance larvée à la lutte ouverte contre la bureaucratie dirigeante. Le régime existant en URSS a cessé depuis longtemps d'être un "Etat ouvrier". Son évolution actuelle rend encore plus faux le mot d'ordre trotskyste de "défense de l'URSS". A l'heure actuelle, "défendre l'URSS" signifie accepter l'idée d'un Bloc "progressiste" sinon socialiste sur le plan mondial. C'est l'illusion qui a paralysé l'avant-garde révolutionnaire depuis 40 ans.